

ÉTUDES EN MÉDECINE

Le ministre francophone de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, a pointé du doigt mardi l'insécurité juridique née selon lui des manquements du gouvernement fédéral dans le dossier des numéros Inami. Il envisage même de ne pas organiser le concours.

«On ne voulait pas imposer une réforme toute ficelée.»

MARIE-MARTINE SCHYNS
MINISTRE DE L'ÉDUCATION
(CDH)

Schyns, pressée par l'opposition d'annoncer ses priorités pour le Pacte pour un enseignement d'excellence, a dénoncé la désinformation persistante sur le sujet et défendu la nécessité de dialoguer avec le terrain avant que le gouvernement ne décide. «On est au stade des orientations, rien n'a encore été décidé», souligne-t-elle.